

Une économie qui marque le pas

Hamid AÏT AMARA*

Le discours formellement libéral des dirigeants des pays capitalistes avancés n'empêche pas la pratique récurrente de l'intervention publique pour relancer la croissance. Les Etats-Unis sont sortis de leur plus grande récession, celle de 1981-82, grâce à un déficit budgétaire le plus important de leur histoire, le Royaume-Uni au cœur de la récession de 1993, a laissé filer son déficit budgétaire à hauteur de 7 % du PIB, l'Allemagne et la France admettent aujourd'hui des déficits publics supérieurs à 3 %. Les taux d'intérêt sont tombés partout à des planchers historiques. La réserve fédérale américaine comme la banque européenne ont ramené les taux à moins de 3 %, enfin le Japon fonctionne à taux réel zéro.

En période de récession ou de ralentissement, l'Etat accroît son intervention dans l'économie pour stimuler la croissance.

Malgré une situation financière et monétaire favorable le gouvernement algérien n'a pas fait le choix de s'engager dans cette voie.

La réduction du poids de la dette libère des ressources auparavant accaparées par le remboursement de la dette. Les fortes réserves de changes réalisées restaurent la capacité d'importation et d'investissement. L'Etat peut en outre accroître sensiblement ses recettes en mobilisant davantage le potentiel de ressources internes. Jamais, sans doute depuis l'indépendance, l'Algérie n'a connu une situation aussi favorable, pour financer son développement.

A tout le moins, la relance de la croissance ne fait pas partie des priorités du gouvernement.

1 – Le frein à la dépense publique

Durant toute la décennie 1990, les charges du service de la dette ont été écrasantes. Ce sont quelque quatre milliards de dollars en moyenne par an, soit de 7 à 8 % du PIB, qu'il a fallu consacrer au remboursement de la dette. Les dégâts collatéraux, pourrait-on dire, sont lourds en termes de recul de l'investissement, du revenu et de la consommation, de montée du chômage et de déchirure sociale.

Ainsi l'investissement total est-il tombé de 30 % du PIB en moyenne de 1974-1985 à moins de 20 % de 1986 à 2000 ; l'investissement public, de 14,6 % du PIB en 1986 à 7,4 % de PIB en 1997. Le PIB par habitant est passé de 3 523,9 dollars à 1 477 dollars (1995) et à 1 820 dollars (2001).

Enfin le nombre de chômeurs a plus que doublé passant de 1,4 million en 1987 à 2,9 millions en 2002, soit 30 % de la population active. Au tournant de l'année 2000, la crise de la dette qui aura duré près de 15 ans est surmontée.

Le stock de la dette est de l'ordre de 20 milliards de dollars, 37 % du PIB, après avoir culminé à 32 milliards en 1996, tout laisse à penser que la charge de la dette sera inférieure à 3 milliards, de l'ordre de 5 % du PIB, durant les prochaines années. Le taux d'endettement extérieur, 37 % du PIB, est désormais inférieur à ce qu'il est dans les autres pays de la région, notamment en Tunisie (55 %) et ne devrait plus constituer un obstacle à la reprise de la croissance. Les réserves en devises, 22,5 milliards de dollars, couvrent plus de deux années d'importations.

Ces données favorables n'ont cependant pas incité le gouvernement à faire le choix d'une politique susceptible de stimuler la croissance. Celle-ci n'a été que de 1,9 % en 2001, contre 2,4 en 2000. Après une très longue période de récession, la croissance de l'économie algérienne a du mal à repartir. Elle est la plus faible des pays de la région.

L'Etat continue de privilégier une politique de rigueur monétaire et budgétaire des plus orthodoxes, voire une politique d'économies budgétaires : un dispositif anti-inflationniste, un freinage de la consommation et de

* Université d'Alger.

l'investissement, dans un contexte de faible croissance.

Ainsi, pour gérer les fluctuations des prix et des recettes des hydrocarbures le gouvernement a-t-il créé un fonds de régulation des recettes publiques qui est alimenté par les recettes excédentaires réalisées par des prix supérieurs à 19 dollars le baril. Cela équivaut à une épargne budgétaire, qui s'est élevée, en 2001, à 2,5 milliards de dollars. Le budget de 2002 a été établi sur la base d'un baril à 22 dollars et celui de 2003 sur un prix de 19 dollars.

Malgré une bonne conjoncture sur les marchés pétroliers, l'Etat écarte l'option d'une politique budgétaire de relance ; les dépenses publiques en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) observent une relative stagnation depuis 1993, date à laquelle elles avaient atteint un pic de 36,2 %.

Evolution des dépenses publiques en % du PIB

	1986	1989	1993	1997	2002	2003
Dépenses budgétaires	45,7	30,4	36,2	31,7	35,1	33,0
<i>dont investissement public</i>	14,6	10,1	8,7	7,4	10,1	9,8

Sources : statistiques ONS et Banque Centrale d'Algérie.

Le freinage de la croissance, à laquelle cette politique conduit, accumule les excédents courants, les réserves de change et gonfle l'épargne des ménages sans canaliser cette épargne vers l'investissement. L'épargne est en partie dirigée vers la demande de devises sur le marché du change au noir et les services à l'étranger (soins médicaux, tourisme, frais d'éducation et placements financiers). On estime ainsi que de 1 à 1,5 milliard de dollars sont dépensés et/ou transférés à l'étranger chaque année par les résidents.

Les variations du taux de change de la monnaie algérienne ne s'expliquent pas par la

situation des comptes extérieurs. Le glissement du dinar algérien par rapport au dollar suit la valorisation du dollar par rapport à l'euro. Les recettes sont en dollars, mais les importations sont réalisées à 70 % en euros.

La demande de services consommés à l'étranger est la conséquence d'une forte détérioration de l'offre de services domestiques dans les domaines de la santé, de l'enseignement, des loisirs. Le freinage de la dépense publique explique par ailleurs, un choix social et fiscal. On sait que le modèle social-démocrate en Europe de l'Ouest consacre pour la dépense publique 44,1 % du PIB en France, 46,2 % en Belgique, 53,1 % en Suède. Le modèle social-démocrate se démarque significativement du modèle anglo-saxon qui, a un niveau de prélèvement plus faible sur la richesse créée, 34,1 % au Royaume-Uni, 31 % aux Etats-Unis. Ainsi, après avoir été "socialiste", l'Algérie opère-t-elle un renversement de ses choix sociaux, elle se rapproche davantage du modèle libéral que du modèle social-démocrate.

La proportion des ressources affectées aux dépenses s'élève en moyenne à 35 % du PIB avec un pic de 37,4 % en 2002, contre 42,5 % en Tunisie (8,5 milliards de dollars de dépenses en 2001).

Le solde courant s'est élevé en 2001 à 10,856 milliards de dollars, 20 % du PIB et à 7 milliards de dollars en 2002. Les réserves de changes qui étaient de 17,96 milliards de dollars en 2001 ont fait un bond à 22,53 milliards de dollars (+ 25,4 %) en 2002. Elles couvrent désormais plus de deux ans d'importations.

La comparaison avec la Tunisie mérite d'être faite, tant les orientations budgétaires et monétaires diffèrent. En maintenant des plans depuis 1961 (le 10^{ème} plan 2002-2006 est en cours), l'Etat tunisien est toujours intervenu fortement dans l'économie.

Indicateurs budgétaires

	Déficit budgétaire en % du PIB	Emprunt net après remboursement en % du PIB	Dépense publique en % du PIB	Solde courant en % du PIB (2001)	Taux d'investissement en % du PIB
Tunisie	- 3,2	+ 2,6	42,5	- 4,3	27
Algérie	Economies budgétaires	désendettement	35,1	+20 %	21

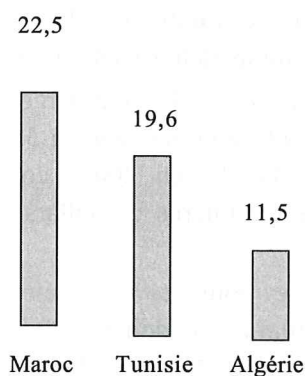
Les données sur la Tunisie sont fournies par les rapports annuels de la banque centrale de Tunisie.

La Tunisie a fait le choix de l'expansion des dépenses publiques, d'un taux d'investissement élevé financé par l'épargne et l'endettement extérieur, et d'un large crédit accordé à l'économie¹.

Une autre politique au service de la croissance est cependant possible, pour autant que l'Etat accepte de jouer un plus grand rôle dans la dynamique économique du pays.

La ressource publique peut être sensiblement augmentée, en premier lieu par la voie fiscale. Hors hydrocarbures, la contribution des ménages et des entreprises est très peu sollicitée. Comme le montre la comparaison des résultats fiscaux des trois pays maghrébins (à l'exclusion des rentes minières dont le pétrole) la pression fiscale est de loin la plus faible en Algérie.

Pression fiscale en % du PIB (hors pétrole)



Source : FMI, 1995.

La fiscalité algérienne ne compte en recettes que 5,5 milliards de dollars, 15 % du PIB (2000) pour un produit intérieur brut hors hydrocarbures de 36 milliards de dollars. Avec 22 milliards de dollars de PIB, la Tunisie prélève 5,18 milliards de dollars, soit 23,5 % de son produit intérieur brut (2001).

L'écart de l'Algérie est 8,5 % du PIB au regard des recettes tunisiennes.

Si la fiscalité pétrolière, 65 % des recettes fiscales, compense le déficit fiscal de l'Algérie,

¹ La réalisation du plan 2002-2006 coûtera 44 milliards de dollars, soit 47,2 milliards de dinars tunisiens pour les investissements, et 10,1 pour le remboursement de la dette extérieure et les sorties de capitaux. Les ressources proviendront pour 72 % de l'intérieur, et pour 28 % de l'extérieur.

elle n'est cependant pas suffisante pour rattraper la part relative de la fiscalité tunisienne dans le PIB. Sur les richesses produites dans l'année, l'Algérie prélève de 30 à 32 %, 16 à 18 milliards de dollars, contre 38,5 % en Tunisie.

L'orthodoxie de l'équilibre budgétaire n'a naturellement aucun fondement en situation de stagnation ou de recul économique. Tout recommande au contraire une expansion de la dépense publique pour stimuler et revitaliser l'économie. Avec un déficit de 3 % du PIB, accepté aujourd'hui par tous les pays européens pour favoriser la croissance, c'est 1,6 milliard de dollars supplémentaires pour les recettes publiques qui serait obtenu. L'endettement interne est faible, 18 % du PIB, et l'épargne domestique élevée.

L'on pourrait donc disposer de quelque 8 points de PIB supplémentaires par an, soit 4 à 5 milliards de dollars.

La dépense publique peut redynamiser l'économie en ciblant des programmes susceptibles d'un effet d'entraînement sur l'offre domestique de biens et services.

La situation dans les campagnes appelle une intervention prioritaire : chômage plus élevé qu'en milieu urbain, grande pauvreté, pression forte à l'exode vers la ville...

Les campagnes, qui n'en peuvent plus, ont besoin d'emplois, de revenus, d'infrastructures de base dans certaines régions, qu'un vaste programme de restauration et de conservation des ressources naturelles agricoles pourrait fournir. L'agriculture, plus soutenue par la petite irrigation et le développement de l'élevage bovin laitier, (l'Algérie importe pour 600 millions de dollars de poudre de lait, pour ne citer que cette activité), peut accroître sa demande en pompes immergées, en équipement mécanique, en engrais. L'Etat peut ainsi stimuler de nombreuses industries aujourd'hui en difficulté. D'autres exemples peuvent être fournis d'effets d'entraînement de la dépense publique sur la demande intérieure adressée aux industries locales. La relance de la demande intérieure n'interdit évidemment pas d'encourager les exportations.

Bien entendu, l'intervention publique doit s'inscrire dans un cadre plus large, celui du développement à long terme de l'économie.

L'expansion budgétaire et celle du crédit à l'économie devrait permettre de se donner un taux d'investissement de l'ordre de 30 % du PIB pour un taux de croissance de 5 à 6 % l'an, taux indispensable à la décrue relative du chômage, pour autant cependant que le capital soit employé plus efficacement que par le passé, ce qui demande un effort soutenu de qualification de la main d'œuvre.

Dans une société où les agents économiques privés capables d'investir dans une activité industrielle et de service sont peu nombreux et disposent de peu de capitaux, l'agent économique principal demeure l'Etat. L'erreur de la théorie libérale est d'appliquer aux économies peu développées les mêmes schémas qu'aux économies développées, de supposer l'émergence rapide d'une classe d'entrepreneurs schumpéteriens, capables de relayer l'Etat dans sa fonction économique et en particulier dans la fonction d'investissement. Dans tous les pays du Sud, malgré les transferts réalisés en sa faveur, cette classe se fait attendre. Les bonnes opportunités sont surtout exploitées par le capital étranger.

Mais c'est peut-être là, au fond, le sens des pressions exercées pour le retrait de l'Etat.

Le gouvernement algérien dispose des moyens de relance, mais ne les emploie pas. Sa politique est davantage axée sur le concours des investissements étrangers, que sur la mobilisation de sa propre ressource. Il a perdu confiance dans sa capacité à fonder son développement. Mais les investissements directs étrangers se font attendre. Seuls les hydrocarbures intéressent les capitaux étrangers : 4 milliards de dollars, pour les américains depuis la loi de 1991 qui ouvrait le secteur pétrolier, plus quelques autres participations dans le médicament, la sidérurgie, les détergents... mais rien encore qui n'indique un renversement de tendance.

Alors, il faudra bien se résoudre à prendre en main son propre développement.

2 – Refonder le développement

La problématique du développement n'a pas changé. Il s'agit toujours de satisfaire les besoins essentiels, et en premier lieu fournir l'emploi parce que c'est le facteur d'intégration sociale le plus fort et le moyen de création de richesses par lequel les besoins sont satisfaits. Entre 1960 et 2000, la population algérienne a triplé passant de 10 à 30 millions ; elle comptera 35 millions en 2005. La population active croît deux fois plus vite (4 %), que la population totale (2 %). Elle est passée de 2,5 millions en 1966 à 7,2 millions en 1995 dont 766 000 femmes. En 2005, elle s'élèvera à 10,3 millions d'actifs. Le taux de chômage est estimé à 30 % de la population active. Il n'y a donc qu'une personne occupée sur six.

Pour limiter le nombre de chômeurs à ce qu'il est aujourd'hui, il faudra créer en moyenne plus de 300 000 emplois par an.

Ce défi, seule l'industrie est en mesure de le relever. L'agriculture supporte une main d'œuvre excédentaire et ne peut donc constituer une alternative. La production agricole est d'ailleurs loin de satisfaire les besoins. Il faut importer chaque année de 2,5 à 3 milliards de dollars de denrées alimentaires, 29 % d'importations totales. Des progrès sont possibles, mais l'agriculture demeurera un handicap sérieux pour l'économie.

La sécurité alimentaire dépendra de la capacité de l'économie à générer les ressources en devises pour importer les denrées alimentaires. Il faut diversifier les activités et les ressources par l'industrialisation et rompre avec la dépendance à l'égard des hydrocarbures.

La sortie du tout pétrole n'est pas seulement une question économique, elle est également un véritable enjeu de société. Elle conditionne la transition démocratique. La rente pétrolière, comme c'est le cas pour tous les pays pétroliers arabes, constitue un véritable frein à la modernité politique et sociale.

Il est donc nécessaire de restructurer la société sur d'autres pôles de pouvoir en rapport avec la construction d'un véritable système productif.

Il est clair que l'Algérie doit reprendre son effort d'industrialisation. On ne peut envisager

une solution au problème de l'emploi sans un large développement industriel. De ce fait, l'industrialisation ne peut être abandonnée à la seule initiative privée locale ou étrangère, en fonction des opportunités, mais doit faire l'objet d'une politique publique, cohérente et volontariste.

Le modèle algérien d'industrialisation a été fondé sur les industries de valorisation "des ressources naturelles", un modèle largement adopté dans le Tiers Monde dans les années 1960 et 1970, en alternative au modèle agro-exportateur et / ou minier de la période coloniale. Les branches de la sidérurgie, pétrochimie et construction s'appuyaient sur les ressources en minerai de fer et en gaz dont dispose l'Algérie en abondance.

Les choix de politique industrielle se sont portés sur la construction des branches de biens d'équipement et de biens intermédiaires. Les industries de ces branches ont directement contribué à l'équipement des différents secteurs d'activité : irrigation, mécanisation de l'agriculture, électrification... Les industries de consommation ont également reçu une forte impulsion : textile, chaussure, biens durables et semi-durables pour l'équipement des ménages, industries agricoles alimentaires. Les importations de biens de consommation, notamment des biens achetés par les salariés, figurent toujours pour plus de la moitié des importations totales.

Il est donc faux de dire que l'Algérie a donné la priorité à l'industrie lourde, qualifiée de modèle soviétique, si l'on entend par industrie lourde la production d'équipement industriel, de biens de capital.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur le débat de la primauté de certains secteurs-moteurs, dans le processus d'industrialisation. Il n'existe pas de modèle d'industrialisation idéal à priori. Les différentes expériences industrielles montrent que les secteurs de pointe, entraînants, ont pu varier selon les pays et les époques.

Chaque pays démarre avec ce qu'il a, et repère dans ce qu'il a, ce qu'il peut avoir de moteur. Il reste cependant que la notion d'intégration des différentes activités industrielles, de liaisons inter-

industrielles, demeure utile dans le but d'optimiser la croissance industrielle.

Nous sommes cependant déjà entrés dans l'ère post-industrielle classique, avec les nouvelles technologies nécessitant plus de travail qualifié, donc plus d'investissements dans la formation, l'enseignement et la recherche scientifique.

Bien évidemment, refonder l'économie ne signifie pas un retour à l'économie administrée. Le contexte national et international des années 2000 est bien différent de celui des années 1970. Il s'agit aujourd'hui de maîtriser son insertion externe, d'orienter le développement vers des coopérations publiques et privées. Le rôle du capital public demeure encore fondamental, tant du point de vue du partenariat avec l'étranger — de nombreuses études l'ont montré — que pour favoriser les activités privées locales.

L'économie mixte, qui a largement fait ses preuves sous des modalités différentes, doit pallier à la fois les faiblesses de l'Etat et des groupes privés. Il reste à restaurer les centres de décisions et de coordination étatiques, les capacités à définir et à diriger le processus de développement et à mettre en place un organisme central d'étude et d'analyse en mesure d'assurer la cohérence d'ensemble de la politique économique nationale.

L'orientation actuelle de l'OMC risque cependant de constituer un frein à l'industrialisation, si l'on entend par libre-échange l'établissement d'un régime de concurrence entre les entreprises du Nord et celles du Sud. Cette concurrence conduirait à livrer nos marchés aux exportations des pays industrialisés. Les entreprises du Sud souffrent d'un certain nombre de handicaps qui les mettent en situation de faiblesse vis-à-vis des entreprises industrielles du Nord. La productivité des équipements importés, comme des consommations intermédiaires, est largement inférieure à ce qu'elle est dans les pays du Nord. Il en est de même pour la qualification de la main d'œuvre.

Devons-nous pour autant renoncer à tout projet d'industrialisation et nous en remettre aux activités des firmes transnationales ?

Il est clair que l'industrie ne se développera pas s'il est plus profitable d'importer que de

produire sur place. Dans le même temps que les pays de l'OCDE négociaient et signaient les différents accords commerciaux, ils accordaient à leurs industries des subventions d'un montant de 326 milliards de dollars, en forte augmentation par rapport à la décennie antérieure. L'agriculture n'est pas en reste. Les pays de l'OCDE ont affecté au soutien agricole quelque 273 milliards de dollars en 2000.

Les accords de Marrakech marquent un net recul par rapport aux dispositions favorables concédées aux pays du Sud par le GATT. Dans les années 1950, on voyait dans la concession des règles d'échange favorables aux pays du Sud, un facteur nécessaire à leur développement. Le GATT avait établi, sans contrepartie, le libre accès des produits manufacturés du Sud aux marchés du Nord. Les accords de Marrakech ont annulé ces concessions. Si le régime des échanges pour les pays du Sud n'est pas totalement aligné sur celui des pays du Nord, il n'en comporte pas moins de nouvelles difficultés pour leur développement.

La baisse des protections aux frontières, concédée au libre-échange, pénalise avant tout l'industrie. On estime ainsi que l'adhésion des pays du Sud de la Méditerranée au libre-échange avec l'Europe fera disparaître, à terme, 40 % au moins des industries existantes. Il mettra également en difficulté bon nombre d'autres industries, notamment les industries d'import-substitution à faible valeur ajoutée tournées vers la demande locale.

Les nouveaux mécanismes de protection agricole retenus par l'OMC ne sont également pas adaptés aux pays du Sud. Ils substituent le tarif douanier aux systèmes de protection antérieurs. Les pays du Sud doivent réduire de 13,3 % (pour la période 1994-2004) leur soutien déjà très faible à l'agriculture — le soutien s'exprimant en pourcentage de la valeur globale de la production agricole.

Le principe d'une diminution du soutien à l'agriculture, au Sud comme au Nord, affectera l'offre mondiale et les prix en défaveur des pays du Sud qui importent l'essentiel des excédents mondiaux.

D'autres critères sont à prendre en compte pour construire une politique industrielle. Il faut être particulièrement attentif aux conséquences de l'investissement sur l'équilibre à long terme de la balance des paiements. Certains investissements coûtent plus qu'ils ne rapportent à l'économie nationale.

L'Algérie a-t-elle encore la volonté et la capacité de reconstruire un projet national de développement ?

La déferlante néo-libérale et les pressions qu'elle exerce sur les Etats ont fini par dissuader de l'effort d'élaboration d'un projet national de développement. A cette pression, les autorités algériennes ont largement cédé. La politique du gouvernement ces dernières années donne le sentiment qu'il n'y a plus qu'à se laisser aller à la dynamique de l'ouverture et de la privatisation pour retrouver le chemin de la croissance. Face au processus économique, l'Etat devient un acteur sinon passif, du moins neutre. L'effort de l'investissement productif reposerait sur le capital privé local et étranger, le marché allouant efficacement les ressources. Le discours dominant tend à convaincre de l'existence de lois économiques objectives indépendamment de la politique et de la société, de l'inanité du projet national autonome d'accumulation. Le recul du projet national de développement, voire de son abandon, est consubstantiel de la défaite du nationalisme progressiste arabe. Mouloud Hamrouche, Premier ministre algérien à la fin des années 1980, reconnaissait récemment dans une déclaration à la presse que les progressistes et nationalistes arabes, et bien évidemment algériens, avaient essuyé une défaite face aux forces de l'archaïsme et de l'obscurantisme.

Renoncer à un projet de développement, c'est renoncer à poursuivre l'édification de l'Etat national. Les économistes allemands du XIX^{ème} siècle insistaient sur la relation entre le développement industriel et la construction de l'Etat-Nation. Ils formulaient les principes d'une économie politique nationale. Ils ont proposé le concept des industries naissantes (Friedrich List), pour justifier le régime de protection contre le libre-échange de l'Angleterre.

Le néolibéralisme s'affirme aujourd'hui comme une étape post-Nation, de dépassement de

l'Etat-Nation. Toutefois à la différence des pays industrialisés, le processus de construction de l'Etat-Nation dans les pays du sud est loin d'être achevé. L'Etat-Nation demeure encore aujourd'hui le seul espace possible d'exercice des droits individuels et collectifs et de souveraineté des peuples.

Evidemment, un projet national de développement ne se réduit pas au taux de croissance ou à l'accumulation du capital. Il comporte également et peut être encore davantage, mais l'un et l'autre aspects sont, naturellement, fortement imbriqués, une dimension culturelle, sociétale et civilisationnelle. La montée économique des pays protestants à partir du XVII^{ème} siècle (Hollande, Allemagne) est mise au compte de la percée culturelle de la réforme protestante. Le développement postule les valeurs de la modernité, une séparation du religieux et du politique, le passage de la transcendance à l'immanence.

Des contradictions générées par la société algérienne, la question religieuse, de l'islamisme politique, sont apparues dans le champ politique et social comme la question centrale posée à la société, au cœur des attitudes sociales à l'égard des valeurs de la modernité. Si les tentatives des islamistes de s'emparer du pouvoir par la force ont échoué, ils n'ont pas renoncé pour autant, au nom de la religion, à exercer le pouvoir sur la société et les institutions.

On sait que les forces conservatrices et religieuses opèrent sous le couvert d'un discours sur l'identité, l'authenticité et l'ethnicité.

L'école est la première victime de l'émergence du religieux dans la politique. Tous les rapports de l'UNESCO signalent la dégradation du niveau scolaire en Algérie, mais plus que le recul des savoirs, c'est le rapport au monde qui se trouve investi par la vision religieuse. L'école a reçu mission de ses autorités tutélaires de reformuler l'identité religieuse du peuple et de mener à bien le processus d'islamisation de la société. Ce projet est évidemment incompatible avec l'ouverture au monde, la modernité et le développement ; on peut « demander à la religion de soutenir la foi, au clergé d'entretenir les rites et de propager le message », mais c'est vers les savoirs en tant que force productive directe, qu'il faut se tourner pour fonder un état de la société qui réponde aux conditions du développement.

Pour renouer avec le développement sur une base nationale, l'Algérie doit rompre à la fois avec le programme néolibéral inadapté aux conditions des pays du Sud, et engager une dynamique sociale vers la modernité.

Cette dernière exigence est sans doute la plus difficile à réaliser. La société est prise en otage, par les forces du nationalisme ethnico-religieux, bien décidées à s'opposer à tout projet de modernisation sociale.

Il semble toutefois, comme l'indique le large mouvement social surgi ces derniers mois pour revendiquer la citoyenneté, que le temps des mises en tutelle soit passé. La société ne veut plus s'en remettre qu'à elle-même du soin de définir les conditions de son développement.